

# LETTRE D'INFORMATION

## DU SERVICE EAU ENVIRONNEMENT & FORÊT

### dans le Territoire de Belfort

### ANNÉE 2017

Numéro 8 - Juin - Octobre 2017

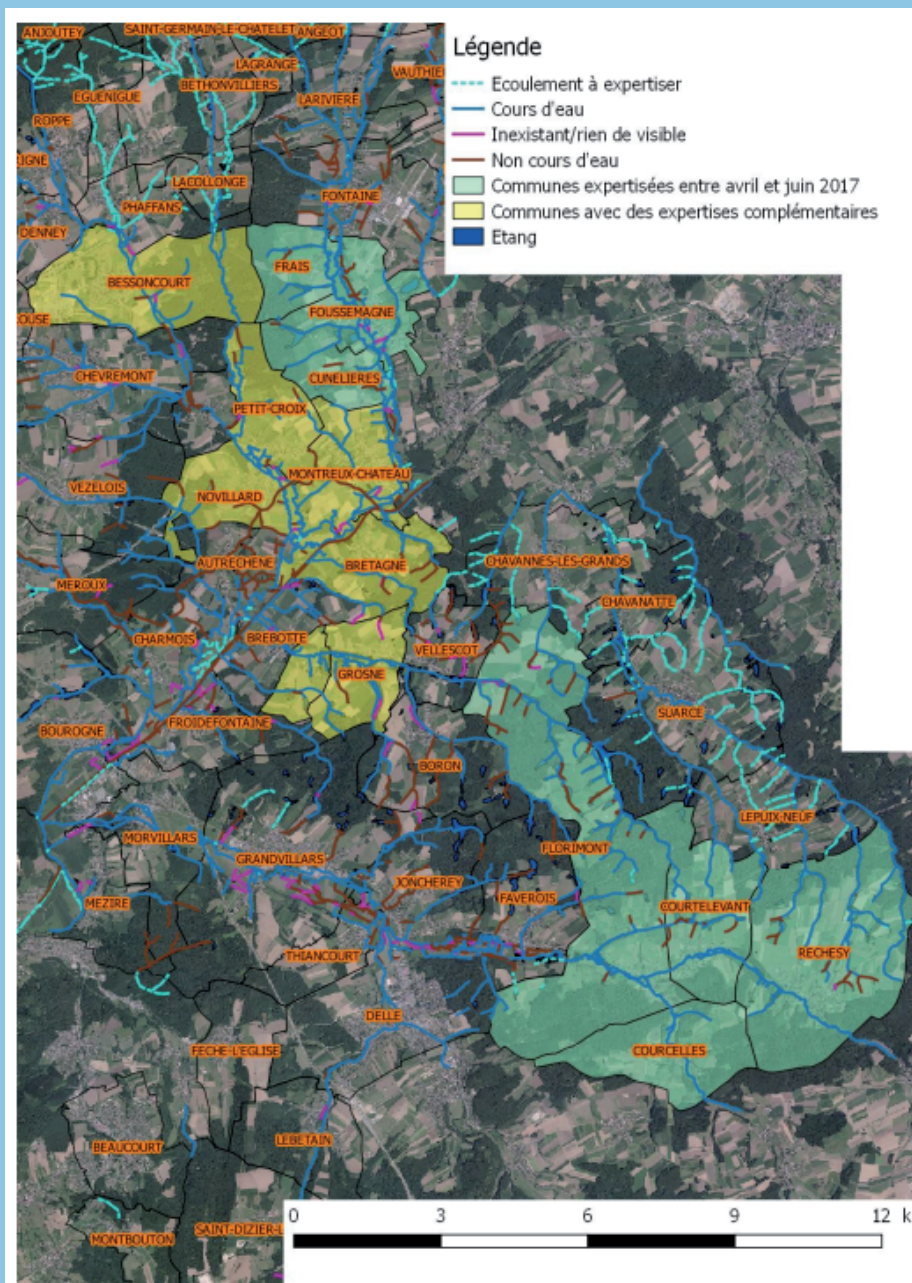
## CARTOGRAPHIE COURS D'EAU

### ÉTAT D'AVANCEMENT DE LA CARTOGRAPHIE COURS D'EAU

Depuis le 04 avril 2017, date du premier comité de suivi cartographie cours d'eau de la 3ème campagne, plusieurs communes du Territoire de Belfort ont été expertisées entre avril et juin 2017, notamment celles de Courtelevant, Florimont, Réchésy, Courcelles, Cunelières, Frais, et Foussemagne.

Par ailleurs, certaines communes présentées lors des derniers comités de suivi n'ont pas été totalement validées. Tel fut le cas pour Montreux - Château, Novillard, Bessoncourt, Petit-Croix, Bretagne, Grosne et Recouvrance où des expertises complémentaires se sont déroulées le 21 et 28 septembre.

Les résultats de toutes ces communes seront rassemblés dans un document et présentés au prochain comité de suivi programmé le 19 octobre 2017 à la DDT.



Les visites de terrain menées par le groupe d'experts, se sont poursuivies au sud et centre-est du département afin de compléter la cartographie des cours d'eau.

Outre les difficultés liées aux conditions météorologiques (sécheresse avec des records historiques en pluviométrie), la demande d'élargir le groupe d'experts a été formulée lors de ce comité de suivi. Aussi, la Communauté de Communes du Sud Territoire a depuis, largement participé aux expertises de terrain.

De plus, la DDT a souhaité poursuivre ses efforts d'anticipation sur la programmation des sorties afin d'inviter toutes les personnes concernées (maires, agriculteurs, riverains).



Photo D.D.T 90

Les conditions idéales d'expertise étaient rarement présentes (8 jours sans pluie après la dernière pluie significative supérieure à 10 mm), et des doutes pouvaient demeurer après un premier constat.

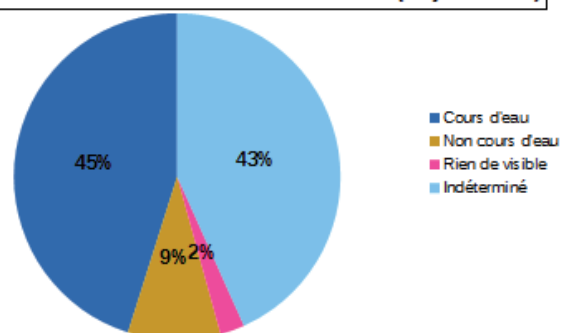
C'est pourquoi des expertises complémentaires ont été parfois nécessaires (Brebotte et Froidefontaine en mars et mai 2017, et septembre pour les communes de Montreux-Château, Novillard, Bessoncourt, Petit-Croix, Bretagne, Grosne et Recouvrance), mais la cartographie a été complétée et affinée au fur et à mesure des expertises de terrain et du recueil des observations sur les registres déposés en mairies.

Les comités de pilotage se sont également intensifiés dans leur fréquence depuis avril.

Par ailleurs, des réunions préparatoires dans les collectivités se sont progressivement mises en place depuis le mois de juin permettant une meilleure communication sur la démarche de cartographie aux élus et propriétaires riverains, ainsi qu'un premier échange sur la nature des écoulements.

Depuis 2015, les membres actifs du comité de suivi et du groupe d'experts ont permis un avancement conséquent de la cartographie. À ce jour, la quasi-totalité du secteur sud du département est couverte par une cartographie complète (au total, **56 %** du linéaire des écoulements connus sont expertisés et proposés à ce même comité, représentant **66 communes**). Il reste actuellement **43 %** des écoulements tracés sur la cartographie socle à expertiser, soit **546 km dans les 36** dernières communes du département.

Bilan sur l'ensemble du Territoire de Belfort en % (06 juillet 2017)



Le département sera couvert à terme par une cartographie mixte (complète et progressive), où figure une détermination évolutive des cours d'eau. En raison de leurs difficultés d'accès principalement, 6 communes resteront en cartographie progressive (au nord du département : Lepuix, Riersverscemont, Rougemont-Le-Château, Lamadeleine - Val - Des-Anges, Vescemont et Rougegoutte), ce qui représente 11 % de la superficie totale du département. Par conséquent, 89% de la superficie totale devrait être couverts par la cartographie complète à la fin de la démarche.

La cartographie des cours d'eau avec les mises à jour après chaque comité de suivi, reste consultable en ligne sur le site de la préfecture :

<http://www.territoire-de-belfort.gouv.fr>

Rubrique : Politiques-publiques / Environnement / Eau / Cartographie-des-cours-d'eau-et-entretien / Consultation-de-la-cartographie-et-contributions

# RÉUNIONS PRÉPARATOIRES

Le comité de suivi du 28 avril 2017 a exprimé le souhait que soient organisées des réunions préparatoires techniques dans les collectivités afin d'expliquer en premier lieu la démarche de cartographie aux élus et aux propriétaires riverains. En effet, la **définition d'un cours d'eau** telle qu'elle figure dans le Code de l'Environnement (article L215-7-1) ainsi que les **critères d'identification** retenus par le groupe d'experts n'étaient pas assez communiqués et suscitaient trop d'incompréhensions.

La première réunion s'est déroulée le 13 juin à Chavanatte, mais concernait également Chavannes-Les-Grands, Suarce et Lepuix-Neuf. D'autres réunions ont depuis eu lieu à Evette-Salbert, Sermamagny et Eloie en juillet-août. Elles ont permis également des échanges sur la nature des écoulements pouvant servir aux techniciens lors des expertises de terrain.



## RÉPONSE AUX INQUIÉTUDES DES RIVERAINS ET DES ÉLUS

### COMMENT S'APPLIQUE LA CARTOGRAPHIE ?

#### 1er cas : communes faisant l'objet d'une cartographie complète validée

L'objectif de la cartographie est de disposer d'un référentiel partagé par tous, pour l'application de la réglementation relative aux cours d'eau dite "loi sur l'eau".

Ainsi, si un cours d'eau figure sur cette cartographie complète, le propriétaire riverain qui souhaite réaliser des travaux allant au-delà de l'entretien courant, devra déposer au préalable un dossier de déclaration ou autorisation "loi eau".

L'administration pourra suivant les situations, autoriser ou non ces travaux et fixer éventuellement des prescriptions. La réalisation de travaux non autorisés ou le non-respect des prescriptions est dans ce cas, passible de sanctions.

Si un écoulement ne figure pas sur cette cartographie complète, un propriétaire riverain peut réaliser des travaux sans déposer un dossier de déclaration ou autorisation "loi sur l'eau". Dans l'hypothèse d'une erreur de qualification de cet écoulement (oubli), l'administration s'engage à ne diligenter aucune poursuite à l'encontre du propriétaire au titre de la loi sur l'eau.

À noter que cette cartographie peut être révisée au cours du temps.

#### 2ème cas : communes faisant l'objet d'une cartographie progressive

Pour les écoulements caractérisés en " cours d'eau " ou " non cours d'eau " : les règles de la cartographie complète s'appliquent : obligation de déposer un dossier pour les cours d'eau, aucune obligation pour les non-cours d'eau. Pour les cours d'eau non caractérisés, le propriétaire riverain souhaitant réaliser des travaux doit demander à la DDT via une fiche navette de procé-

der à une expertise spécifique qui définira s'il s'agit ou non d'un cours d'eau. Suivant le résultat de l'expertise, il devra ou non déposer un dossier. S'il commence les travaux sans attendre l'expertise et sans déposer de dossier, il s'expose à des sanctions.

Les résultats des expertises menées au fil du temps à la demande des propriétaires viendront compléter la cartographie des communes concernées et seront publiées sur le site internet de l'Etat.

Dans les deux cas de cartographies complètes ou progressives, les décisions prises en application de ces référentiels, peuvent faire l'objet de recours gracieux ou contentieux. C'est donc le juge administratif qui tranchera en dernier ressort en cas de recours contentieux.

## ENTRETIEN DE COURS D'EAU PAR LE PROPRIÉTAIRE RIVERAIN

*J'ai toujours curé mon cours d'eau, pourquoi me le reproche-t-on maintenant ?*

L'obligation légale du riverain sur les cours d'eau non domaniaux a été longtemps assimilée à un curage de cours d'eau. À la fin du 20ème siècle, les outils de curage ont évolué avec des effets négatifs fortement amplifiés et les préoccupations de préservation de l'écosystème formé par le cours d'eau ont augmenté. C'est la raison pour laquelle les États-membres se sont donnés par la directive cadre européenne sur l'eau (DCE) un objectif de bon état des cours d'eau en 2015. Cela nécessite un meilleur fonctionnement de ces écosystèmes, et une réduction des impacts existants et des changements d'habitudes et de pratiques non compatibles avec cet objectif. La législation française en a tenu compte y compris en matière d'entretien de cours d'eau. En 2006, l'obligation de « *curage régulier pour rétablir le cours d'eau dans sa largeur et sa profondeur naturelle (...)* », a été remplacée par l'obligation « *d'entretien régulier pour maintenir le cours d'eau dans son profil d'équilibre,...* » et permettre l'écoulement naturel des eaux en contribuant à son bon état écologique. En résumé, l'entretien courant de cours d'eau par le riverain doit être **limité à un**

**accompagnement du fonctionnement naturel du cours d'eau.** Les interventions doivent être ciblées et strictement limitées à celles nécessaires à l'évitement de l'aggravation de dangers lors des crues ou de l'asphyxie totale du milieu en cas de colmatage.

*Pourquoi le curage par le riverain n'est pas compatible avec le bon état écologique et pourquoi me dit-on qu'il faut une autorisation ?*

Curer régulièrement avec des engins mécaniques de manière non ciblée, revient dans la plupart des cas, à détruire régulièrement l'écosystème. Ces opérations conduisent à un recalibrage du lit, à des destructions de frayères ou des protections de berges. Ces travaux impactants ne relèvent pas de l'entretien régulier et nécessitent une **déclaration ou une autorisation préalable** au titre de la loi sur l'eau (L.214-3 du code de l'environnement) et doivent être justifiés. La police de l'eau peut sanctionner ces activités si elle constate qu'elles ont été effectuées sans ces démarches préalables.

*Si je ne cure pas, mon drainage ne va plus bien se faire...*

Dans les terres agricoles drainées, les cours d'eau ont la plupart du temps été rectifiés, approfondis ou élargis dans le cadre des remembrements des années 60 à 90, et utilisés comme exutoires de système de drainage agricole. Ces exutoires ont longtemps fait l'objet de curages fréquents à la pelle mécanique pour assurer un écoulement maximal. Ces cours d'eau peuvent alors ressembler à des fossés, ayant longtemps été considérés, et curés, comme tels. Néanmoins, même fortement artificialisés, ils demeurent des cours d'eau, dont il convient de retrouver un fonctionnement proche du fonctionnement naturel :

- S'il s'agit d'un fossé de drainage, le curage peut être réalisé sans procédure préalable,
- S'il s'agit d'un cours d'eau, toute intervention allant au-delà de l'entretien courant doit faire l'objet d'une procédure préalable.

Mais une solution plus pérenne consiste à ne plus avoir à intervenir dans le cours d'eau qui sert d'exutoire. Les solutions résident le plus souvent dans des adaptations mineures sur le réseau de drainage lui-même, qui permettent d'empêcher les fines et

boues drainées d'arriver dans le cours d'eau et de contribuer aux atterrissements.

*Si je ne cure pas, le cours d'eau va déborder alors que je dois assurer l'écoulement des eaux.*

Il est normal que le cours d'eau déborde. L'entretien de cours d'eau n'a pas pour objectif d'empêcher les crues de déborder. Il doit juste assurer l'écoulement naturel, pas l'augmenter, ni l'accélérer vers l'aval. Sur les crues moyennes à majeures, **l'entretien régulier suffit pour éviter la formation d'embâcles et atterrissements dangereux.** La stratégie de prévention des inondations qui pourrait éventuellement requérir à un curage est envisagée à l'échelle du bassin versant et non du riverain, qui en voulant prévenir les inondations sur son terrain, les aggraverait à l'aval. L'idée que les cours d'eau débordent plus fortement aujourd'hui parce qu'on ne peut plus les curer est une idée fausse. Le besoin d'interventions sur les sédiments dans le lit mineur doit être analysé par une étude globale du fonctionnement sédimentaire du cours d'eau.

*S'il y a des sédiments qui se déposent, il faut bien les enlever pour prévenir les inondations sinon cela empêche l'écoulement normal.*

Non, pas de manière systématique. Le phénomène de dépôt de sédiment fait partie du fonctionnement normal d'un cours d'eau. Ces dépôts sont transportés avec les petites crues. Ils jouent ainsi un rôle de ralentissement et empêchent la formation d'écoulements accélérés et puissants qui peuvent être dramatiques à l'aval. Le riverain doit essentiellement surveiller la végétalisation des bancs qui se forment dans le lit qui lui appartient, et gérer la végétation de manière adaptée, comme sur les berges ; il peut prélever des sables ou sédiments, la loi le lui permet, mais dans des proportions raisonnables qui doivent rester dans la limite d'un usage domestique non susceptible de modifier le profil d'équilibre du cours d'eau et en prenant toutes les précautions nécessaires pour ne pas impacter les milieux aquatiques. A ce titre, les engins mécaniques doivent être utilisés avec parcimonie et en respectant les berges.

La gestion des atterrissements vraiment susceptibles d'influer sur la capacité d'écoulement relève de la gestion des milieux aquatiques par les collectivités exerçant la compétence « GEMAPI\* », à l'échelle du bassin versant. La loi leur impose

d'ailleurs d'analyser le besoin d'intervenir avant d'agir.

\*Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations

*Avec la GEMAPI, les collectivités vont venir chez moi, faire à ma place ce que je faisais et me faire payer une taxe.*

Non, la compétence GEMAPI n'a pas vocation à être exercée partout et elle dépasse la notion d'entretien de cours d'eau par le riverain. Lorsque l'entretien courant est fait correctement, les collectivités ayant la compétence GEMAPI ne vont pas se substituer aux propriétaires riverains.

En revanche, elles pourront décider d'exercer cette compétence pour des **interventions d'intérêt général plus complexes**, menée à l'échelle du bassin versant du cours d'eau, et qui n'ont pas vocation à être prise en charge par les riverains.

Ces opérations peuvent par exemple être de la renaturation, du reméandrage ou de la restauration de la continuité écologique.

*Au final, où se situe la limite de ma responsabilité d'entretien de cours d'eau ?*

L'obligation et la responsabilité d'entretien par le riverain sont limitées. Il n'est pas légitime d'utiliser des méthodes excessives et agressives dans la crainte d'être poursuivi pour négligence. **Le riverain doit au contraire plutôt se limiter aux interventions justifiées avec certitude et pour lesquelles on sait qu'elles ne sont pas nuisibles.** Une gestion régulière et adaptée de la végétation de la ripisylve, l'enlèvement des déchets et corps flottants pouvant être dangereux, une surveillance de la transformation des dépôts notables de sédiments en un véritable obstacle aux crues et une **intervention régulière pour éviter cette transformation suffisent dans le cadre de l'entretien par le riverain.**

Au moindre doute sur la nécessité et le caractère adapté d'une intervention, le riverain a tout intérêt à prendre un contact préalable avec la cellule eau de la DDT ou l'AFB, qui apporteront un avis technique.

Vous pouvez également vous référer au guide d'entretien des cours d'eau sur le lien : <http://www.territoire-de-belfort.gouv.fr> - Rubrique : Politiques-publiques / Environnement / Eau / Cartographie-des-cours-d'eau-et-entretien / Guide-d-entretien-cours-d'eau2

# RAPPEL SUR LES DROITS ET DEVOIRS DES PROPRIÉTAIRES RIVERAINS DE COURS D'EAU

Les propriétaires privés ont des droits mais sont aussi soumis au respect d'obligations visant à garantir une gestion respectueuse des équilibres naturels et le bon état écologique des cours d'eau.

## LES DROITS DU PROPRIÉTAIRE RIVERAIN

- **Droit de propriété du lit** complet ou pour moitié lorsque la rivière délimite deux propriétés (Art. 215-2 du Code de l'Environnement), mais pas de l'eau (ressource vitale et patrimoine commun de la nation).
- **Droit d'usage de l'eau** (Art. 644 du Code Civil). L'eau de la rivière peut être utilisée par les riverains pour des usages domestiques (arrosage, abreuvement des animaux...). Cependant un débit minimum doit toujours être laissé dans la rivière pour garantir la vie, la circulation et la reproduction des espèces qui la peuplent. Il est prudent de contacter la Police de l'eau avant d'agir. En période de sécheresse, le prélèvement peut être interdit par arrêté préfectoral.
- **Droit de pêche** (Art. L435-4 et 5 -R435 a 439 du CE). les propriétaires riverains ont le droit de pêche sur la rive leur appartenant et jusqu'au milieu du cours d'eau, sous réserve d'avoir une carte de pêche et de respecter la réglementation consultable en mairie.
- **Droit d'interdire l'accès aux berges**. Les berges sont des propriétés privées. Le riverain a la possibilité d'en interdire l'accès mais doit cependant respecter le droit de pêche lorsqu'un bail de pêche a été conclu.

## LES DEVOIRS DU PROPRIÉTAIRE RIVERAIN

- **L'entretien de la végétation et la protection des berges** (Art. L215-14 et 16 du CE). Le propriétaire riverain est tenu à un entretien régulier du cours d'eau et de ses berges.
- **La protection des populations de poissons** (Art. L 435-4 et 5 du CE). Les propriétaires disposant d'un droit de pêche doivent participer à la protection du patrimoine piscicole et des milieux aquatiques en assurant l'entretien du cours d'eau et de ses berges. Si le droit de pêche est cédé à un tiers ou à une Association Agréée Pour la Pêche et la Protection des Milieux Aquatiques (AAPPMA), c'est le bénéficiaire qui est tenu à cette obligation d'entretien.
- **La restitution de l'eau utilisée et le respect du "débit réservé"** (Art. 640 à 648 du Code civil)  
Le riverain doit rendre l'eau à la sortie de sa propriété à son cours ordinaire, sans en avoir altéré la qualité. Un débit minimum "réservé" propre à chaque cours d'eau doit être maintenu dans la rivière.
- **Le maintien du "droit de passage"** (Art. L 435.6 et L 435.7 du CE) Le propriétaire doit accorder un droit de passage :
  - aux agents en charge de la surveillance des ouvrages ou de travaux,
  - aux agents assermentés, aux membres de l'Association agréée pour la pêche et la protection des milieux aquatiques (AAPPMA) avec laquelle il a éventuellement conclu un bail de pêche. Ce droit doit s'exercer en suivant la rive du cours d'eau et à moindre dommage.

## LE DÉFRICHEMENT EN FORÊT



### DÉFINITION

Constitue un défrichement toute opération volontaire entraînant la destruction de l'état boisé d'un terrain et mettant fin à sa destination forestière.

### AUTORISATION

L'autorisation de défrichement concerne les bois possédés par un particulier, un agriculteur, une collectivité territoriale ou une autre personne morale. Elle est délivrée par le Préfet de département. Dans les forêts des collectivités, l'autorisation est obligatoire **quelle que soit la surface défrichée**. En forêt privée, l'autorisation est obligatoire lorsque le défrichement est réalisé dans un **massif boisé dont l'étendue dépasse 1 ha**. Toutefois, pour les communes suivantes, situées dans une "région" forestière fortement boisée, le seuil de massif est fixé à 4 ha :

Anjoutey, Auxelles-Bas, Auxelles-Haut, Bourg-Sous-Chatelet, Chaux, Etueffont, Evette-Salbert, Felon, Giromagny, Grosmagny, Lachapelle-Sous-Chaux, Lachapelle-Sous-Rougemont, Lamadeleine-Val-des-Anges, Lepuix, Leval, Petitefontaine, Petitmagny, Rievescemont, Romagny-Sous-Rougemont, Rougegoutte, Rougemont-le-Chateau, Saint-Germain-le-Chatelet, Sermamagny, Vescefont. Le défrichement est interdit dans les espaces boisés classés définis dans les documents d'urbanisme.

### COMPENSATION

Tout défrichement est soumis à compensation, sauf exemptions. Cette compensation, fixée par le Préfet lors de la délivrance de l'autorisation, consiste en un reboisement sur d'autres terrains sur une surface équivalant à 1 à 5 fois la surface défrichée.

Le versement d'une indemnité au Fonds Stratégique de la Forêt et du Bois, qui finance le développement de la forêt, peut se substituer à ce reboisement.

L'indemnité est déterminée par le Préfet, entre 3 100 € et 15 500 € par hectare de forêt défrichée.



## COORDINATION AVEC D'AUTRES PROCÉDURES

Lorsque la réalisation d'une opération ou de travaux soumis à autorisation administrative (par exemple permis de construire) nécessite un défrichement, l'autorisation de défrichement doit être obtenue préalablement à la délivrance de cette autorisation administrative excepté pour certaines installations classées pour la protection de l'environnement.

L'instruction des deux procédures peut toutefois être engagée en parallèle, si l'accusé de réception du dossier de demande de défrichement complet est joint aux autres demandes d'autorisation administrative.

## CONTRÔLES ET SANCTIONS

Le défrichement sans autorisation constitue une infraction pénale, qui peut être sanctionnée d'une amende de 150 € par m<sup>2</sup> défriché (soit 1,5 M€/ha).

Les infractions sont constatées par les officiers (le Maire) et agents de police judiciaire, les agents de l'Etat chargés des forêts en DRAAF et DDT, les agents de l'ONF, les agents de police municipale, les gardes particuliers, les inspecteurs de l'environnement (ONCFS, AFB).

La télédétection des coupes rases, consistant à comparer les images satellites du territoire deux années successives, constitue un outil de contrôle des défrichements illicites.

## CONTACTS

Direction Départementale des Territoires du Territoire de Belfort,  
Service Eau Environnement & Forêt Adresse : 8, place de la révolution française – BP605  
90 020 Belfort Cedex  
Tél : 03 84 58 86 00 – Mél : ddt-seef@territoire-de-belfort.gouv.fr

Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Bourgogne-Franche-Comté, service biodiversité-eau-patrimoine, département biodiversité  
TEMIS, 17 E rue Alain Savary – BP 1269 – 25 005 Besançon Cedex  
Tél : 03 81 21 67 89 - Mél : especes-protegees.dreal-bfc@developpement-durable.gouv.fr

Agence Française pour la Biodiversité  
2 bis, Rue de Giromagny 90170 Etueffont  
Mél : sd90@afbiodiversite.fr

Service Interdépartemental de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage  
2 bis, Rue de Giromagny 90170 Etueffont  
Tél : 03.84.54.68.15 - Mél : sd90@oncfs.gouv.fr

**Avis aux collectivités et porteurs de projets :** le nouveau conseil aux territoires (NCT) est un nouveau service de conseil à la DDT 90. Une plaquette d'information NCT est en ligne sur le site internet de l'État : <http://www.territoire-de-belfort.gouv.fr>  
Rubrique : Politiques-publiques / Amenagement-du-territoire-et-construction / Aide-aux-collectivites-locales / Nouveau-Conseil-aux-Territoires-NCT

## Liens utiles et complément d'information :

Site : <http://www.territoire-de-belfort.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement/Eau/Cartographie-des-cours-d-eau-et-entretien>

Carte interrégionale : [http://carmen.developpement-durable.gouv.fr/9/carto\\_cours\\_d\\_eau.map#](http://carmen.developpement-durable.gouv.fr/9/carto_cours_d_eau.map#)

Lien fiches :

<http://www.territoire-de-belfort.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement/Eau/Cartographie-des-cours-d-eau-et-entretien/Consultation-de-la-cartographie-et-contributions>

Loi sur l'eau et les milieux aquatiques du 30 décembre 2006 (LEMA) :

[http://www.legifrance.gouv.fr/jo\\_pdf.do?cidTexte=JORFTEXT000000649171](http://www.legifrance.gouv.fr/jo_pdf.do?cidTexte=JORFTEXT000000649171)

Plaquette de l'ONEMA pour l'entretien des cours d'eau et des fossés : <http://www.onema.fr/node/3818>